



La fermeture des frontières tue !

Dans la nuit de samedi à dimanche, un chalutier qui transportait de 700 à 800 personnes a chaviré au large des côtes libyennes. Ce drame s'ajoute aux plus de 450 morts et disparus des deux précédents naufrages en Méditerranée la semaine dernière.

Gouvernements européens responsables

Ceux que les médias appellent des « migrants » sont des hommes, mais aussi de plus en plus de femmes et d'enfants, de familles qui fuient la misère et la guerre dans de nombreux pays. Ils tentent au péril de leur vie d'atteindre l'Europe. Les risques encourus lors de ces voyages permettent de mesurer le niveau d'horreur de ce qu'ils fuient. Ces milliers de migrants fuient les guerres et les persécutions dont tous les États impérialistes sont directement responsables. Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso, Irak, Centrafrique sont autant de pays où la France mène des opérations militaires et de reconquêtes de territoires ou de marchés. Ce sont autant de pays où prospèrent, sur le lit de la pauvreté et du rejet de l'occupation, les extrémistes qu'ils soient de Daesh, de Boko Haram.

Les dirigeants européens pointent du doigt les « passeurs » sans scrupules. Mais les migrants ne recourraient pas aux services des « passeurs » au péril de leur vie s'ils pouvaient circuler librement. Le droit d'asile, qui fait prétendument partie des « valeurs » de l'Europe, n'existe pas. L'Union Européenne ne cesse de renforcer la surveillance de ses frontières extérieures, il est de plus en plus difficile d'y entrer légalement.

Face à ce verrouillage, les personnes qui veulent l'atteindre prennent donc de plus en plus de risques. Même l'obligation du secours en mer est remise en cause. L'alarmante hausse des noyés coïncide avec la fin, en octobre dernier, du dispositif Mare Nostrum. Mis en place par la marine italienne, il avait permis le sauvetage de 150 000 personnes en un an. Mais l'Union Européenne a refusé de participer aux frais et lui a

substitué le dispositif Triton, encadré par l'agence Frontex (dispositif policier européen de surveillance des frontières, dont le but n'est pas de sauver des vies humaines mais au contraire de les mettre en péril par des blocages).

Diviser pour mieux régner... et exploiter

Depuis de nombreuses années, les partis au pouvoir en Europe mènent des politiques xénophobes, laissant croire que l'arrivée d'immigrés serait la cause de l'aggravation de la crise économique. Rien n'est plus faux. Du travail et des choses utiles à produire, il y en aurait pour bien plus de monde encore, si l'on produisait pour les besoins de tous et non pour les profits de quelques-uns. Mais du Front national au PS, en passant par l'UMP, tous nous mentent en nous montrant du doigt les immigrés, en ciblant ceux-là ou ceux-ci parmi les derniers arrivés, et ce faisant en encourageant le racisme.

L'Europe serait assiégée ? Mais regardons la France par exemple qui, dans sa grande « générosité », n'a accueilli que 1 000 réfugiés syriens depuis le début du conflit, tandis que les pays frontaliers de la Syrie en ont accueillis plus de trois millions.

Ils veulent surtout monter les travailleurs les uns contre les autres, pour masquer la réalité : c'est le capitalisme qui est responsable de la montée du chômage et de la pauvreté. Actionnaires des grands trusts, millionnaires et milliardaires continuent de s'enrichir, où qu'ils soient dans le monde. Pour eux et pour leur argent, pas de frontières, c'est la libre circulation... et la libre exploitation de l'écrasante majorité d'entre nous.

C'est leur âpreté aux gains, leur course aux matières premières à commencer par le pétrole, qui causent les guerres, auxquelles s'ajoute la ténacité des Hollande et autres à aider leurs dictateurs amis à anéantir sous les bombes les espoirs des révolutions arabes de ces dernières années.

Tulle : Coup de colère à Borg Warner

Les travailleurs de l'usine Borg Warner, équipementier automobile, se sont mis en grève le mardi 14 avril. A l'origine de la grogne, l'intention de la direction de réduire et d'imposer l'horaire des prises de pauses.

Ces pauses se prenaient librement et par accord tacite au sein des équipes de production sans que cela ne gêne la marche de l'usine. Mais ce n'était pas du goût du DRH qui a voulu imposer sa marque de fabrique ! Mal lui en a pris, car la réaction des travailleurs a fait que le jeudi 16 avril la direction retirait son projet.

Coup de colère aussi à Coriolis

En Corrèze, l'usine Coriolis est une petite unité, prestataire d'Orange, pour le démarchage téléphonique. La direction générale de Coriolis basée à Amiens a décidé de fliquer les conversations téléphoniques avec la clientèle, et de sanctionner le personnel. Alors que les salariés étaient en permanence dans une situation de stress avec des impératifs de résultats toujours croissants, ce fut la mesure de trop.

En grève samedi et ce lundi, les salariés ont fait reculer la direction d'Amiens qui est revenue sur sa décision de flicage.

Pas de prison pour Gaëtan et ses camarades !

Fin 2014, les arrestations arbitraires se sont multipliées en marge des manifestations toulousaines, suite à la mort de Rémi Fraisse sur le site du futur barrage de Sivens. Depuis, les condamnations pleuvent. Gaëtan, étudiant à l'université du Mirail à Toulouse, vient d'écoper de deux mois fermes. D'autres condamnations à de la prison ferme ont été confirmées, toujours sous le même prétexte de violences... contre la police !

C'est à l'évidence une justice de vengeance, répondant à la dénonciation des violences policières, elles, bien réelles et qui ont conduit au tir de grenades qui a tué Rémi Fraisse.

La mobilisation contre l'emprisonnement de Gaëtan et de ses camarades s'organise. Apportons-y notre soutien !

Qui nous protège de la police ?

Le projet de loi sur le renseignement est actuellement en discussion au Parlement. Il permet aux services de police de poser des micros et caméras dans des appartements privés, d'infiltrer à distance l'ordinateur d'un suspect, d'utiliser des dispositifs d'interception et de stockage de toutes les données web pour tous les utilisateurs, de voir en direct ce qu'un individu télécharge et tape sur son clavier et d'intercepter les conversations téléphoniques.

Cela fait longtemps que les services de police ont recours à ces pratiques mais Valls propose de les légaliser et de les généraliser... pour déceler les potentiels terroristes, disent-ils ! Mais aussi, dans la lignée de ce qui existe déjà, pour espionner les militants des divers mouvements sociaux, ou la vie de tous particuliers ou encore les journalistes qui mettent leur nez dans des affaires sensibles. Une loi liberticide à combattre car il en va de notre liberté à tous.

Grèce : la « démocratie » n'est qu'un leurre !

En votant pour Syriza, c'est une frange importante de la population laborieuse grecque qui a exprimé son désir de sortir des politiques d'austérité qui mettent à mal toute la société.

Naturellement, pour les capitalistes grecs, pour la troïka (BCE, FMI et UE) et ses larbins que sont Hollande et Merkel, pas question d'accepter le verdict des urnes : le gouvernement grec doit continuer et accentuer l'austérité. Et Syriza s'y plie et repousse ses promesses aux calendes grecques !

Mais rien ne dit que ce premier round en restera là. La classe ouvrière grecque a déjà montré sa force en 2011 et 2012 par de puissantes mobilisations. Et, dans et hors de Syriza, des protestations et manifestations s'organisent contre la politique du gouvernement Tsipras. Car patrons, banquiers de Grèce ou d'Europe ne redoutent qu'une chose : que la colère des travailleurs grecs s'exprime clairement dans la rue et devienne contagieuse à toute l'Europe !

<p>1^{er} mai 2015 : journée internationale de luttes et de solidarité des travailleurs manifestation à 10h30 place de la République à Limoges</p>
--